

**CIRCULAIRE**  
**du ministre de l'agriculture DAS/n° 76-7045 du 4mai 1976**

**Objet :** accidents du travail des salariés agricoles - Ristournes et cotisations supplémentaires.

**Textes de référence :**

- Décret n° 892 du 11 septembre 1973 ;
- Arrêté du 15 juillet 1974.

La présente circulaire a pour objet de préciser certaines dispositions d'application de l'arrêté du 15 juillet 1974, tant en ce qui concerne les ristournes que les cotisations supplémentaires.

Il convient tout d'abord de préciser que les ristournes et cotisations supplémentaires ne constituent pas un système de « bonus malus » comparable à ce qui existe dans d'autres assurances et qui s'appliquerait automatiquement selon que l'exploitation ou l'entreprise considérée aurait de nombreux cas d'accidents du travail ou au contraire un nombre négligeable.

Ainsi qu'il est précisé dans l'arrêté du 15 juillet 1974, les ristournes ne peuvent être accordées que dans le cas où un effort particulier et soutenu de prévention est accompli et il ne suffit pas, par exemple, qu'aucun accident du travail ne soit survenu pendant plusieurs années.

De même, une exploitation ou une entreprise dans laquelle ne s'est pas produit d'accident du travail depuis un certain temps peut cependant se voir imposer une cotisation supplémentaire si elle n'a pas respecté la réglementation en matière de prévention ou si son activité paraît présenter des risques exceptionnels.

Il y a lieu de souligner que les ristournes sont accordées ou les cotisations supplémentaires imposées à des entreprises ou exploitations dont la situation a été examinée individuellement et qu'elles ne pourraient pas être appliquées globalement à plusieurs entreprises ou exploitations similaires ou appartenant à une même catégorie ou branche d'activité.

## **1.- RISTOURNES**

### **1,1.- Conditions d'attribution**

**1,11.-** Il n'est pas possible, en raison de la multiplicité des mesures de prévention pouvant être prises par les employeurs, de fixer les critères techniques permettant l'octroi des ristournes.

Il serait souhaitable, à mon avis, d'accorder celles-ci aux exploitations ou entreprises qui se détachent nettement, par la sécurité assurée à leur personnel, des exploitations ou entreprises de la branche d'activité considérée. Il est préférable d'attribuer des ristournes importantes aux exploitations ou entreprises qui se sont particulièrement signalées dans le département, plutôt que de répartir un nombre important de faibles ristournes entre de nombreuses exploitations qui se différencient peu des autres sur le plan de la prévention.

C'est de cette manière seulement qu'il sera possible d'inciter les employeurs à multiplier les initiatives nouvelles réellement efficaces en matière de prévention.

**1,12.-** Les personnes qui auront réalisé un effort particulier en matière de prévention pourront se signaler à la caisse directement.

Les caisses de mutualité sociale agricole pourront également prendre elles-mêmes l'initiative d'accorder des ristournes sur proposition de leurs techniciens-conseils ou de l'inspecteur du travail, chef de service départemental des lois sociales en agriculture, lui-même conseillé par l'agent chargé au sein de la région du contrôle de la prévention.

Dans les cas visés aux deux précédents alinéas, les employeurs concernés devront fournir tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs réalisations et notamment une description aussi précise que possible des mesures prises et éventuellement la justification des dépenses engagées.

**1,13.-** L'article premier de l'arrêté du 15 juillet 1974 prévoit la possibilité d'attribution de ristournes aux employeurs agricoles à condition « qu'ils soient à jour de leurs cotisations et qu'ils les aient acquittées régulièrement au cours de la dernière année ».

Il s'agit des cotisations dues au titre des accidents du travail pour la dernière année civile précédant la date de la demande.

Une attestation du service de recouvrement de la caisse devra être jointe au dossier. Les caisses de mutualité sociale agricole devront respecter strictement cette règle. Même lorsqu'un employeur aura obtenu officiellement des délais de paiement, il ne pourra pas être envisagé de constituer pour lui un dossier de ristourne.

### **1,2.- Procédure d'attribution**

**1,21.-** Le rapport motivé de la caisse de mutualité sociale agricole prévu à l'article 2 de l'arrêté du 15 juillet 1974 devra comporter des informations détaillées susceptibles d'éclairer les personnes et organismes appelés à l'examiner (comité technique régional ou commission paritaire permanente constituée à cet effet, directeur du travail, chef du service régional de l'inspection des lois sociales en agriculture), notamment :

- une description sommaire de l'exploitation ou entreprise (effectif, locaux, activité, principaux risques) ;
- le nombre des accidents (graves ou non) au cours des trois dernières années (la période à retenir jusqu'à juin 1976 étant de 2 ans et demi) ;
- les raisons pour lesquelles la sécurité du personnel est, dans l'exploitation ou entreprise considérée, nettement mieux assurée que dans la moyenne des exploitations ou entreprises exerçant la même activité (organisation du travail, mesures techniques proprement dites, dépenses engagées pour la sécurité, rôle du comité d'hygiène et de sécurité ou des délégués du personnel s'il y a lieu). Dans le cas où les statistiques des accidents sembleraient ne pas justifier l'attribution d'une ristourne, il y aurait lieu de fournir l'explication sur cette apparente discordance entre l'avis exprimé et les résultats constatés.

**1,22.-** Il convient de rappeler qu'en application de l'article 4 de l'arrêté du 15 juillet 1974, une caisse de mutualité sociale agricole ne peut pas attribuer annuellement, sous forme de ristournes, plus de 1% du montant des cotisations accidents du travail encaissées au cours de la dernière année connue.

Afin que les caisses soient en mesure de satisfaire toutes les demandes intéressantes qui pourraient se présenter en cours d'année, il paraît souhaitable qu'elles n'engagent pas, dès le début de l'exercice, une fraction trop importante des 1% du montant des cotisations « accidents du travail » prévus par l'article 4 de l'arrêté du 15 juillet 1974.

**1.23.-** S'il s'agit d'exploitations ou d'entreprises composées de plusieurs établissements ou chantiers, la ristourne ne peut être accordée qu'à ceux dans lesquels les mesures de sécurité ont été prises.

### **1.3.- Modalités d'attribution de la ristourne**

La ristourne n'est pas remise directement à l'intéressé, mais allouée sous la forme d'une réduction de la cotisation. Il est recommandé, pour plus de commodité de choisir un pourcentage parmi les

multiples de 5, inférieurs ou égaux à 25%, et le taux de cotisation définitif sera arrondi au décime immédiatement inférieur (exemple : taux de cotisation initial de 5,60%, ristourne proposée de 20%, taux réduit de cotisation de 4,48%, arrondi à 4,40%).

## **2.- COTISATIONS SUPPLEMENTAIRES**

**2.1.-** Je rappelle que la procédure d'injonction peut être utilisée par la caisse de mutualité sociale agricole contre les employeurs :

- soit lorsqu'ils n'auront pas donné suite à une demande de la caisse concernant des mesures justifiées de prévention. L'injonction pourra dans ce cas être adressée même s'il n'y a pas violation d'une prescription réglementaire ; elle pourra également viser une prescription du code du travail ou d'un arrêté préfectoral portant règlement du travail en agriculture qui ne serait pas appliquée dans telle entreprise ou exploitation, signalée à la caisse par l'inspecteur du travail agissant dans le cadre de l'article 9 du décret du 11 septembre 1973. Il convient de préciser que les mesures en cause doivent se rapporter expressément à la sécurité du travail ou aux conditions d'hygiène lorsqu'elles ont un lien direct avec la prévention des accidents du travail ou des maladies professionnelles : par exemple mesures concernant l'atmosphère des locaux de travail (odeurs, gaz, poussières), désinfection, éclairage, aération, etc . . .
- soit lorsqu'ils n'auront pas respecté les dispositions générales édictées par la caisse pour l'ensemble des employeurs exerçant une même activité dans le département.
- soit en cas de non respect des mesures générales de prévention étendues par le ministre de l'agriculture ou des mesures particulières rendues obligatoires par lui sur l'ensemble du territoire à tous les employeurs agricoles d'un secteur professionnel déterminé.

**2.2.-** Dans le cas où la caisse invite l'employeur à prendre toutes mesures justifiées de prévention, celui-ci a la faculté d'effectuer un recours devant le directeur du travail, chef du service régional de l'inspection des lois sociales en agriculture qui doit statuer dans les quinze jours, ce recours étant suspensif.

Le délai d'exécution des mesures prescrites ne recommence à courir qu'à compter de la date de la notification de la décision prise par le directeur du travail rejetant la demande ou, si celui-ci n'a pas notifié de décision, à partir de l'expiration du délai de quinze jours.

Il n'appartiendra à ce dernier de faire procéder à l'examen du dossier par l'agent chargé du contrôle de la prévention, afin de disposer de tous éléments utiles d'appréciation.

**2.3.-** Le libellé des diverses injonctions doit être aussi clair et précis que possible et, en particulier, décrire avec exactitude les points et lieux où les mesures de protection doivent être prises afin d'éviter toute ambiguïté en cas de contestation.

**2.4.-** Pour l'imposition d'une cotisation supplémentaire à l'employeur dont l'exploitation ou entreprise présente des risques exceptionnels, il est rappelé que la décision est prise, comme dans les autres cas d'imposition de cotisation supplémentaire, après avis du comité technique régional ou de la commission paritaire permanente, mais elle nécessite en plus, un examen du directeur du travail, chef du service régional de l'inspection des lois sociales en agriculture.

La cotisation supplémentaire étant dans cette hypothèse appliquée en principe sans limitation de durée, il devra s'agir évidemment de cas tout à fait particuliers et il conviendra d'apporter le plus grand soin à la justification de la décision notifiée à l'employeur.

**2.5.-** Si dans un délai de trois ans à compter de la date d'application d'une cotisation supplémentaire, il est constaté, sur l'entreprise ou exploitation en cause, l'absence ou l'insuffisance d'une mesure de prévention de la même nature que celle ayant motivé ladite cotisation supplémentaire, la cotisation « accidents du travail » pourra, après un simple rappel de la caisse par lettre recommandée, être majorée de 50% maximum puis de 200% maximum si les mesures de prévention nécessaires n'ont pas été réalisées dans le délai de six mois à compter de cette première majoration.

**2.6.-** La part des cotisations supplémentaires affectée aux recettes du fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles est fixée à la moitié du montant total de ces cotisations perçues chaque année (arrêté du 8 mars 1976 paru au Journal officiel du 14 avril 1976). Toutes indications complémentaires utiles seront données ultérieurement concernant l'imputation des recettes provenant desdites cotisations.

### **3.- DISPOSITIONS COMMUNES**

**3.1.-** Les caisses de mutualité sociale agricole d'une même région devront constituer leurs dossiers d'une manière homogène, qu'il s'agisse de demandes d'attribution de ristournes ou d'imposition de cotisations supplémentaires, afin d'assurer plus d'équité et de faciliter l'examen des dossiers, notamment de la part des comités techniques régionaux ou de la commission paritaire.

**3.2.-** En vue de donner plus de rapidité à l'examen par les comités techniques régionaux, des dossiers de ristournes et de cotisations supplémentaires, l'article 13 de l'arrêté du 25 février 1974, relatif à la composition et au fonctionnement des comités techniques nationaux et régionaux a prévu la possibilité de créer, pour cet examen, une commission paritaire permanente comprenant au moins deux représentants des travailleurs salariés et deux représentants des employeurs agricoles.

Un certain nombre de comités techniques régionaux n'ont pas jugé nécessaire dans un premier temps de créer des commissions paritaires ; ce n'est en effet qu'une faculté et non une obligation. Il reviendra donc à ces comités d'examiner en séance plénière les demandes de ristournes ou d'imposition de cotisations supplémentaires qui pourront être présentées par les caisses.

Si l'organisme saisi pour avis n'est pas d'accord sur une proposition formulée par le conseil d'administration, ce dernier sera tenu d'examiner à nouveau le dossier au cours d'une seconde délibération, compte tenu des observations présentées, avant de prendre une décision définitive.

En revanche, dans le cas d'une suspension ou d'une suppression de la ristourne ou de la cotisation supplémentaire dans les conditions prévues par les articles 3 et 10 de l'arrêté du 15 juillet 1974, l'avis des comités techniques régionaux ou des commissions paritaires doit être conforme et le conseil d'administration ne pourra pas passer outre.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part, sous le présent timbre, des difficultés éventuelles que vous pourrez rencontrer dans l'application des dispositions de la présente circulaire. Celles-ci seront complétées prochainement par des instructions données par les caisses centrales de mutualité sociale agricole aux caisses départementales, accompagnant l'envoi des imprimés établis en accord avec mes services et relatifs à l'attribution des ristournes ou à l'imposition de cotisations supplémentaires.